

REPUBLIQUE GABONAISE

Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture



PROJET D'AMENAGEMENT DES PETITS PERMIS FORESTIERS GABONAIS



RAPPORT DE MISSION
du 02 au 13 juin 2008

Guillaume LESCUYER
Chercheur socio-économiste, CIRAD

**Itinéraires techniques et cahiers des
charges des études socio-économiques
auprès des populations riveraines**

JUIN 2008

Réf :

GROUPEMENT FORET RESSOURCES MANAGEMENT / CIRAD / TERE A



Projet d'Aménagement des
Petits Permis Forestiers Gabonais
BP 12278
Tél : 44 25 83 – Fax : 44 25 81
Mail : pappfg@gmail.com
Libreville - GABON

CONTACT

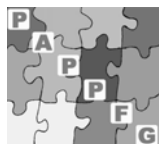


TABLE DES MATIERES

1. OBJECTIFS ET DEROULEMENT DE LA MISSION.....	3
1.1. Les objectifs	3
1.2. Déroulement de la mission	3
2. LA PLACE DE L'ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE DANS L'AMENAGEMENT DES FORETS AU GABON	4
2.1. Ce que disent les textes.....	4
2.1.1. Le code forestier	4
2.1.2. L'article 31 du décret 689/PR/MEFEPEPN sur les normes techniques d'aménagement.	4
2.1.3. Le décret 692/PR/MEFEPEPN sur les droits d'usage coutumiers.....	5
2.2. L'intérêt d'un ajustement pour les petits permis regroupés en CFAD	5
3. DECRYPTER LES DYNAMIQUES SOCIO-ECONOMIQUES A L'ECHELLE PROVINCIALE	5
4. QUEL USAGE DE L'ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE POUR L'EXPLOITANT FORESTIER ?	9
5. UNE ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE SIMPLIFIEE A L'ECHELLE DE LA CFAD	12
5.1. Le canevas de base de l'étude socio-économique à l'échelle de la CFAD.....	12
5.2. Comparaison avec le modèle type de l'étude socio-économique	15
5.3. Introduction aux méthodes de collecte de données	17
6. MODE D'APPRENTISSAGE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES	18
7. LISTE DES PRESTATAIRES POTENTIELS A LIBREVILLE.....	18
8. QUELQUES REFERENCES	19
8.1. Ouvrages généraux abordant la foresterie sociale au Gabon.....	19
8.2. Enquêtes socio-économiques localisées.....	19
8.3. Enquêtes socio-économiques thématiques.....	20
9. ANNEXE: PROPOSITIONS DE TDR POUR TESTER LES FUTURES ENQUETES SOCIOECONOMIQUES	21
9.1. Termes de référence pour l'enquête socio-économique à l'échelle provinciale.....	21
9.2. Termes de référence pour l'étude de faisabilité des enquêtes socio-économiques à l'échelle de la CFAD constituée de petits permis.....	24



1. OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE LA MISSION

1.1. Les objectifs

L'objectif général de cette mission est d'élaborer un itinéraire technique permettant de faciliter la réalisation et l'utilisation des enquêtes socio-économiques dans l'élaboration des plans d'aménagement des CFAD constituées d'un rassemblement de « petits permis ».

Deux étapes ont été identifiées pour cela :

- identifier à l'échelle d'unités géographiques pertinentes les grandes dynamiques socio-économiques qui peuvent influencer sur l'aménagement forestier. L'échelle géographique préalablement retenue est celle de la province (ou du regroupement de provinces), selon l'atelier de travail tenu au projet sur cette question fin mai 2008.
- proposer une grille d'analyse socio-économique à l'échelle de la CFAD qui soit pragmatique par rapport aux actions possibles d'un petit exploitant engagé dans l'aménagement durable de sa forêt.

Un certain nombre de produits sont attendus de ces deux premières analyses :

- La mise au point de questionnaires et supports d'enquêtes ;
- L'analyse des données recueillies et les résultats recherchés ;
- Des propositions de canevas pour les rapports de ces études socio-économiques, que ce soit au niveau de l'unité géographique ou au niveau de la CFAD ;
- L'articulation entre les 2 phases, leurs prestataires et les rapports produits ;
- Des recommandations pour l'intégration de ces résultats d'analyses dans les plans d'aménagement ;
- Un cahier des charges à destination des prestataires pour chacun des niveaux d'analyse ;
- La liste des prestataires potentiels.

1.2. Déroulement de la mission

Le missionnaire est arrivé à Libreville le lundi 2 juin dans l'après-midi et reparti le samedi 14 juin au matin. Le séjour s'est déroulé à Libreville uniquement.

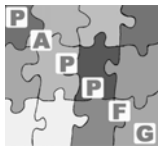
Réunions tenues :

- Ministère des forêts (DGEF) pour introduction des missionnaires et tenter de collecter les données socio-économiques des plans d'aménagement forestier validés. Entretien avec Directeur des Aménagements et Directeur de la Faune. Divers autres contacts personnels pour collecter l'information. Au total, aucun accès aux études socio-économiques détenues par le Ministère des Eaux et Forêts pendant les deux semaines de notre présence, et ce malgré une relance.
- PAPPFG/TEREA pour clarifier les TDR, réunion de débriefing à mi-parcours, et réunion de première restitution en fin de parcours notamment avec les représentants de l'AFD.

Personnes rencontrées :

- Université Omar Bongo : Rose Ondo, Claudine Angoué
- CENAREST: IRET (Wenceslas Mandoumbou), IRAF (Léon Nguimbi)
- WWF (Nathalie Nyare, Bas Huijbregts), WCS (Romain Calaque, Estelle Bouanga)
- Brainforest: Marc Ona, Protet Essono
- TFT: Norbert Gami
- Forestal: Joachim Bila Allogho

Contacts téléphoniques :



- tous les bureaux d'études en aménagement forestier inscrits sur la liste fournie par le projet pour connaître leurs compétences en analyse socio-économique ;
- compagnie Rougier pour tenter, sans succès, de consulter leurs études socio-économiques.

2. LA PLACE DE L'ÉTUDE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS AU GABON

2.1. Ce que disent les textes

La législation et la réglementation gabonaises donnent des indications précises sur la nécessité, l'intérêt, le contenu et l'usage des études socio-économiques dans le cadre de l'aménagement forestier durable. Les principales dispositions légales sont rappelées ci-dessous.

2.1.1. Le code forestier

- Tout plan d'aménagement d'une UFA doit intégrer une analyse socio-économique (art. 21)
- Le plan d'aménagement est accompagné d'un Cahier des Clauses Contractuelles (art. 39). Pour promouvoir l'aspect social de la politique de gestion durable, il est mis en place une contribution notamment financière, alimentée par les titulaires des concessions pour soutenir les actions de développement d'intérêt collectif initiées par les communautés. La nature et le niveau de cette contribution sont définis par le cahier de charges contractuelles lié à chaque concession. La gestion de cette contribution est laissée à l'appréciation des assemblées représentatives des communautés concernées (art. 251). Le contenu de ce Cahier des Clauses Contractuelles est encore en débat, mais on parle d'une contribution entre 300 et 1000 F par mètre cube abattu.
- A l'exception de la récolte de bois mort, et sous réserve des autorisations spécifiques prévues par les textes de classement, l'exercice des droits d'usages coutumiers est réglementé dans les forêts domaniales classées et les forêts productives enregistrées (art. 256). Ainsi les textes de classement d'une forêt ou le plan d'aménagement d'une forêt de production doit prévoir une zone suffisante à l'intérieur de laquelle les populations riveraines peuvent exercer leurs droits d'usages coutumiers (art. 257). De même, à la périphérie de chaque parc national, il est créé une zone de protection dénommée « zone tampon » destinée à marquer la transition entre l'aire du parc national et les zones où les activités forestières, minières, cynégétiques ou agricoles, sont librement pratiquées. La largeur d'une zone tampon est d'au moins cinq kilomètres. Toutes activités forestières, minières, aquacoles, cynégétiques, agricoles et touristiques à l'intérieur de la zone tampon sont réglementées par arrêté (art. 77).

2.1.2. L'article 31 du décret 689/PR/MEFEPEPN sur les normes techniques d'aménagement

Le plan d'aménagement doit être fondé sur une étude socio-économique portant sur les communautés rurales concernées et permettant de préciser les droits d'usage coutumiers, d'identifier les situations conflictuelles et, le cas échéant, de définir, sur des bases négociées, les limites de la série agroforestière ainsi que le programme d'intervention envisagé.

Il doit également prendre en compte les adaptations rendues nécessaires par l'évolution des contraintes socio-économiques, notamment le maintien des droits d'usage coutumier dans l'UFA ou à sa périphérie, l'amélioration ou la mise en place d'infrastructures et d'équipements communautaires, l'amélioration générale du niveau de vie de ces populations.



2.1.3. Le décret 692/PR/MEFEPEPN sur les droits d'usage coutumiers

L'exercice des droits d'usage coutumier vise la satisfaction des besoins personnels ou collectifs des communautés villageoises. Il doit être prévu dans le plan d'aménagement forestier, avec des zones suffisantes pour répondre aux besoins des populations. L'exercice des droits d'usage coutumiers s'appuie sur l'affectation des terres prévue dans le plan d'aménagement en vue de garantir la pérennité et la sédentarisation de l'activité agricole.

Les produits issus de l'exercice des droits d'usage ne peuvent être commercialisés en dehors de la communauté villageoise.

2.2. L'intérêt d'un ajustement pour les petits permis regroupés en CFAD

Les différents petits permis forestiers existants sont appelés, selon le code forestier, à se regrouper pour former des CFAD et, ce faisant, s'engager dans l'aménagement durable de leurs ressources. La réalisation d'un plan d'aménagement requiert qu'une étude socio-économique soit conduite et que ses résultats soient effectivement utilisés.

En juin 2008, une douzaine de plans d'aménagement forestier ont été validés par l'administration, chacun de ces plans comportant une enquête socio-économique. Lors de cette mission, 7 études socio-économiques – celles des compagnies SBL, CEB, CBG, TTIB, Leroy Gabon, CWG, et IFK – ont été passées en revue. Ce sont des travaux substantiels et généralement de bonne tenue, mais ils présentent deux inconvénients : (1) de multiples données sont collectées, ce qui implique un coût important pour la réalisation de ces enquêtes ; (2) un certain nombre de données collectées ne présentent pas un intérêt immédiatement évident pour améliorer le volet social de l'aménagement forestier. Il paraît alors possible d'envisager une simplification de ces enquêtes en focalisant sur les variables directement influentes sur l'aménagement forestier.

Cet ajustement des enquêtes socio-économiques passe par :

- la réalisation d'études « méso » à l'échelle provinciale, qui caractérisent les grandes dynamiques socio-économiques, en campant l'environnement général dans lequel évoluent les petits permis et en évitant de rechercher ce genre de données dans chaque enquête socio-économique plus localisée.
- L'exécution d'une étude socio-économique simplifiée à l'échelle de chaque CFAD constituée de petits permis, qui focalise sur les variables utiles pour motiver un ajustement ou une modification du plan d'aménagement forestier.

Cette approche à deux niveaux est développée dans les pages suivantes.

3. DÉCRYPTER LES DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES À L'ÉCHELLE PROVINCIALE

Lors de la réunion du 21 mai 2008, il avait été proposé d'utiliser la province comme base spatiale des études socio-économiques, en regroupant toutefois l'Estuaire avec le Moyen Ogooué, l'Ogooué Lolo avec le Haut Ogooué et, au-delà, le Woleu Ntem avec l'Ogooué Ivindo. Deux critères semblent avoir dicté ce choix d'unité spatiale :

- Retenir des unités administratives comme base d'enquêtes a l'avantage de faciliter la collecte des données dans les administrations déconcentrées qui ont la même base territoriale. La plupart des données devraient donc pouvoir être collectées dans les chefs-lieux de province, donc à moindre coût.
- Chaque province ou chaque groupe de province présente des caractéristiques spécifiques en termes d'enclavement (voie ferrée, route, fleuve), de présence de ressources naturelles, de densité de population, d'ethnie,... qui en font des unités relativement homogènes.



L'objectif de ce diagnostic méso est d'explicitier l'état et les dynamiques socio-économiques qui peuvent avoir un impact sur l'aménagement des forêts. La panoplie des interventions de l'exploitant forestier vis-à-vis des populations rurales dépendra en effet pour une part de la présence d'axes commerciaux, du niveau des infrastructures de base, de la présence de projets industriels, de l'appui potentiel de bailleurs internationaux, de réseaux de braconnage, des dynamiques foncières,... autant de variables qui s'expriment à l'échelle provinciale.

Etablie à l'échelle méso, cette analyse sera de surcroît utilisable pour toutes les CFAD regroupant des petits permis situés dans cette province.

Le tableau suivant présente l'ensemble des variables jugées a priori pertinentes, en indiquant les méthodes de collecte de l'information. Ce travail consiste en grande partie à compulser et à compiler les données produites par l'administration, tout en les confrontant à la réalité de terrain et aux dires des acteurs concernés.

Outre les multiples données disponibles dans les services administratifs déconcentrés, il existe également au Gabon un nombre assez élevé de documents qui présentent des données socio-économiques propres à des zones particulières ou sur des thématiques précises. Certains de ces documents sont donnés en bibliographie.



Canevas standard de diagnostic socio-économique à l'échelle de la province

Structuration administrative Surface totale et répartition par types d'usage (concession forestière et permis forestier, aire protégée, projet industriel, zone agricole, zone urbaine,...) Découpage administratif : Province, Départements, villages/regroupements Principales agglomérations et nombre d'habitants Niveau des recettes budgétaires et sources de financement Identification des principales administrations déconcentrées liées à la forêt (Forêt, Environnement, Finance, Plan, Tourisme,...) Présence effective de ces administrations et moyens disponibles	Méthodes de collecte des données Archives Ministères, PAPPFG Archives Ministères, Conseil Départemental “ “ Archives Conseil Départemental Archives Ministères, Conseil Départemental Visite des administrations déconcentrées
Ressources humaines Nombre et répartition de la population (sexe, âge, zones, ethnies, ville/campagne). Quelles projections Taux de croissance démographique, natalité, mortalité Historique du peuplement humain. Ethnies principales (présence et localisation des pygmées ?). Flux migratoires actuels et attendus	Archives Ministères, Conseil Départemental “ Littérature, Archives Ministères, Université et Recherche
Couverture des besoins de base Couverture sanitaire : nombre de médecins ; présence et localisation des hôpitaux, dispensaires, centre de santé ; efficacité des dispositifs de santé (présence réelle et moyens disponibles) Education et formation : niveau d'alphabétisation ; nombre d'universités, lycées, collèges, écoles, instituts privés de formation ; efficacité des dispositifs d'éducation (présence réelle et moyens disponibles) Alimentation en eau potable en ville (réseau) et en campagne (pompes, points aménagés fonctionnels) Zones couvertes par l'électricité et modes de ravitaillement Accès à l'information : zones couvertes par la téléphonie mobile ; zones couvertes par la radio nationale ; zones de distribution de la presse nationale	Archives Ministères, Conseil Départemental + visites Archives Ministères, Conseil Départemental + visites Archives Ministères, Conseil Départemental + visites Archives Ministères, Conseil Départemental Enquêtes auprès des entreprises privées/publiques
Activités économiques Principales activités économiques: nombre, chiffres d'affaire, emploi salarié, débouchés, principaux avantages et difficultés du secteur : <ul style="list-style-type: none"> - Secteurs primaire : agriculture, élevage, productions halieutiques, exploitation forestière - Secteur secondaire : minier, industriel, artisanal - Secteur tertiaire : tourisme, banque, transport, autres services 	Archives Ministères, Conseil Départemental, Chambres de commerce, Syndicats, Organismes représentatifs des entreprises privées



<p>Grands projets de développement privés et publics depuis 5 ans (et pour quels impacts ?) ; quels projets à court/moyen terme ?</p> <p>Dynamique foncière : localisation des zones où le prêt/location de terres (dans un cadre informel ou formel) a lieu</p>	<p>Archives Ministères, Conseil Départemental, Chambres de commerce, Syndicats, Organismes représentatifs des entreprises privées</p> <p>Entretiens Conseil Départemental, administrations déconcentrées, université, recherche</p>
<p>Marchés et flux économiques</p> <p>Voies de communication : routes principales (qualité et fréquentation), Voies ferrées (fréquence des voyages), Aéroports, Ports. Quelle évolution de ces infrastructures à court/moyen terme ?</p> <p>Principaux marchés : nombre, localisation, taille, fréquence ; types de marchandises vendues à quels types d'acheteurs et par quels types de vendeurs ?</p> <p>Coût de la vie : l'estimation du panier de la ménagère</p>	<p>Archives et entretiens aux Ministères, Conseil Départemental, administrations déconcentrées</p> <p>Archives et entretiens Conseil Départemental et Chambre de commerce</p> <p>Enquête sur marchés</p>
<p>Les acteurs de la gestion durable et de la conservation des ressources naturelles</p> <p>Nombre, type et surface des aires protégées ; quels appuis internationaux ?</p> <p>Nombre, type et surface des concessions et permis forestiers aménagés et non-aménagés</p> <p>Evaluation de la surface forestière potentiellement convertible en permis/concession forestier</p> <p>Panorama des acteurs effectivement présents : ONG, société civile, recherche, bailleur</p>	<p>Archives Ministères, ONG</p> <p>Archives Ministères, projets, syndicats exploitants</p> <p>Entretiens Ministères, administrations déconcentrées, ONG</p>
<p>Synthèse et orientations générales</p> <p>Tableau général de l'environnement socio-économique et perspectives pour la province</p> <p>Evolution probable du secteur forestier</p>	



4. QUEL USAGE DE L'ÉTUDE SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR L'EXPLOITANT FORESTIER ?

Le diagnostic provincial permet d'expliciter les grandes dynamiques socio-économiques qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, avoir un impact sur les relations qu'un exploitant forestier doit entretenir avec les populations riveraines de son permis forestier. Il doit indiquer les opportunités réelles de développement et expliciter les principales contraintes rencontrées à l'échelle de la province. Ces observations préliminaires permettront ensuite de focaliser à l'échelle de la CFAD sur des initiatives qui pourront effectivement être portées par un environnement favorable et surtout d'éliminer toute une série d'actions irréalistes dans un tel contexte.

Mais l'exploitant ne peut remplacer l'Etat, ni d'ailleurs l'ensemble des opérateurs privés. Son objectif est avant tout d'exploiter durablement une forêt et c'est dans le cadre de la rédaction et de la mise en œuvre du plan d'aménagement forestier qu'il convient d'analyser les relations possibles entre exploitant et populations locales.

La question première est donc d'identifier les actions que l'exploitant peut effectivement mener vis-à-vis des populations riveraines de son permis dans le cadre de l'aménagement forestier durable, tel que le définit le code forestier gabonais. Sept types d'actions semblent ainsi pouvoir être envisagés par l'exploitant :

- Déplacer les limites de son permis et/ou inclure des séries agroforestières ;
- Intégrer pleinement les droits d'usage coutumiers dans son plan d'aménagement ;
- Assurer l'état de la route/ponts et entretenir les infrastructures de base ;
- Offrir des emplois aux villageois (en usine/chantier ou au village) ;
- Appuyer/accompagner des microprojets de développement collectif et/ou individuel ;
- Acheter des produits vivriers dans les villages riverains ;
- Mettre en place un cadre de concertation.

La deuxième question porte sur les données socio-économiques nécessaires pour mettre en place ces différents types d'action. L'objectif est d'éviter de collecter des données qui ne renseignent en rien sur les actions que l'exploitant forestier peut réellement proposer aux populations. L'accent est mis ici sur les informations qui vont effectivement aider l'exploitant à mettre en œuvre certaines actions sociales autour de son permis et à les transcrire dans son plan d'aménagement.

Enfin, il est nécessaire de s'interroger sur les méthodes possibles pour collecter les données pertinentes.

Ces trois niveaux d'informations sont récapitulés dans le tableau suivant.



A quoi peut servir l'étude socio-économique pour l'aménagement d'une CFAD constituée de petits permis ?

Ce que peut faire l'exploitant	Les données nécessaires	Méthodes possibles de collecte
Déplacer les limites de son permis et/ou inclure des séries agroforestières	Zones agricoles (+ projections : données démographiques) Zones de prélèvement en forêt et intensité. Sites culturels ? Répartition de l'espace entre villages puis entre familles Conflits fonciers préexistants sur l'espace forestier (intra-villageois, inter-villageois)	Photos satellites ? (cf. exploitant) Recensement (monographies) + identification des grandes familles + représentants et personnes ressources Cartographie participative (zones agricoles+jachères, cueillette, chasse, pêche) avec intensité d'usage par ressource (pebble game), avec groupes d'ayant droits Focus groups sur conflits fonciers + entretiens individuels
Intégrer pleinement les droits d'usage coutumiers dans son plan d'aménagement	Zones de prélèvement en forêt et intensité Durabilité des prélèvements en forêt Identification des groupes d'usagers (ethnies, clans, « familles »), des institutions, des principales règles locales Part des prélèvements qui sont vendus Essences commerciales faisant l'objet d'usage important par les populations	Focus groups : les ressources forestières les plus utilisées, celles qui se raréfient, celles les plus commercialisées Focus groups + entretiens indiv: règles locales (tradi et modernes) de gestion Focus groups : les organisations/institutions au village
Assurer l'état de la route et des ponts et entretenir les infrastructures de base	Principales pistes pour la commercialisation et le transport de personnes. Leur état Liste et état effectif des infrastructures de base (école, eau, dispensaire, électricité)	Focus groups : où ils vendent quels produits ? Combien l'année dernière ? Quelle fréquence ? Historique des pistes (qui les entretient ?) Recensement des infrastruct + leur effectivité
Offrir des emplois aux villageois : - usine ou chantier - contrôle de l'accès aux ressources pour les allogènes (braconniers, coupeurs, orpailleurs...)	Compétences disponibles pour des emplois en forêt ou usine : nombre de personnes et leurs capacités réelles Présence du braconnage, coupe illégale, orpillage : quelles ressources ? par qui (élite) ? Les villageois peuvent-ils contrôler ces pratiques ?	Recensement des compétences liées aux emplois forestiers Entretiens individuels : constat des pratiques illégales d'exploitation des ressources et sources et solutions potentielles
Appuyer/accompagner des micro-projets de développement : - collectifs - individuels	Quels sont les besoins collectifs de développement ? Quel appui externe nécessaire (technique, comptable,...) ? Quels obstacles majeurs ? Les sources de financement extérieur (notamment élites, crédit, projets) Existence des 1000F/m3 ? Comment sont-ils utilisés ? Pour	Focus groups : liste des besoins collectifs de développement ; que faudrait-il pour qu'ils puissent eux-mêmes y répondre ? Quels financements (crédit, projet, élites) ? Quels « collectifs » pourraient prendre en charge ce développement ? Si 1000F/m3 : entretiens individuels pour connaître



	<p>quoi ? Impact réel Existence de groupements efficaces (moderne ou traditionnel) Quels sont les besoins individuels de développement ? Les principales sources de revenus (présentes et potentielles) Accès au microcrédit Etat des équipements individuels (tronçonneuse, moulin, groupe électrogène,...)</p>	<p>leur fonctionnement réel Liste et état des équipements individuels : tronçonneuse, moulin, groupe électrogène,... Entretiens individuels : principales sources de revenus ? Quels besoins de développement ? Quels obstacles ? Quels modes de financement ?</p>
Achat des produits vivriers dans les villages riverains	<p>Principales cultures vivrières + élevage : quantité et prix. Existe-t-il des surplus et comment peut-on les accroître ? Identification des zones de culture et projections (dans permis ?) Existence de coopérative, groupement ?</p>	<p>Focus groups : cultures vivrières (part consommée, part vendue) présentes et futures + celles faciles à vendre (quels prix), celles difficiles à vendre (tendances) + élevages + groupes agricoles de travail ou de vente Présence d'appui technique (public ou privé) ?</p>
Mettre en place un cadre de concertation (prévention et résolution des conflits)	<p>Historique des relations avec l'exploitant et des autres acteurs clefs de l'exploitation (administration, élus, élites,...). Quelle plate-forme à mettre en place ? Qui sont les porte-parole de la communauté ? Conflits récurrents et modes de résolution</p>	<p>Focus group : historique de l'exploitation, des avantages et des inconvénients. Quels conflits et quels modes de résolution ?</p>



5. UNE ÉTUDE SOCIO-ÉCONOMIQUE SIMPLIFIÉE À L'ÉCHELLE DE LA CFAD

5.1. Le canevas de base de l'étude socio-économique à l'échelle de la CFAD

La grille précédente focalise sur les actions socio-économiques pouvant être entreprises par les exploitants forestiers à l'échelle de leur CFAD. Elle explicite le lien entre les actions possibles et les données socio-économiques nécessaires pour l'élaboration et l'application de ces actions. Pour autant, elle ne constitue pas un canevas d'enquête socio-économique puisque les données sont rassemblées en fonction de leur utilisation potentielle pour l'action et non en fonction de leur thématique. Elles doivent donc être regroupées par grands thèmes socio-économiques dans le but de construire un canevas de base homogène et compréhensible pour l'enquête à l'échelle de la CFAD.

Six grandes thématiques paraissent pertinentes pour organiser la collecte de ces données socio-économiques :

- données ethnographiques
- usage de l'espace et des ressources naturelles
- usages des ressources agricoles
- voies de commercialisation
- opportunités de développement
- interactions avec l'exploitation forestière

Ces informations sont collectées dans chacun des villages (ou des quartiers de villes) riverains de la CFAD. Elles permettent de dresser un panorama général de l'état socio-économique tout en présentant les caractéristiques spécifiques à chaque village de la zone. Combinées avec les données récoltées à l'échelle provinciale, elles devraient permettre à l'exploitant d'avoir une vision judicieuse des actions qu'il peut développer avec les populations locales.



Canevas de l'enquête socio-économique villageoise (dans le cadre d'une CFAD constituée de petits permis)

Données ethnographiques Recensement de la population, des ethnies, des clans, des « familles » Historique du village Identification des organisations, institutions, associations villageoises Identification des personnes ressources (chef famille, élu, grand chasseur, cultivateur, abatteur,...) Identification des personnes ayant une compétence liée à l'exploitation forestière	Méthodes possibles de collecte de données Consultation des monographies villageoises + tour du village (transect social) Focus group " " "
Usages de l'espace et des ressources naturelles Carte du « terroir » villageois explicitant les zones villageoises <ul style="list-style-type: none"> - Etablir les zones agricoles/jachères + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de chasse + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de cueillette + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de pêche + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir d'autres usages (abattage, orpaillage,...) + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit Liste des ressources forestières (PFNL, gibier) les plus utilisées (et pourquoi : consommation ou vente) ; degré et tendance de raréfaction et pour quelles raisons (surexploitation locale, venue d'allogènes, concurrence avec exploitant, facteurs écologiques,...) Règles (modernes ou traditionnelles) d'usage Conflits (intra ou inter village) sur l'accès/usage de ces espaces et solutions envisagées/envisageables	Cartographie participative (fond de carte IGN ?) Focus group + pebble games " " " " Focus groups + entretiens semi-dirigés avec personnes ressources
Usages des ressources agricoles Liste des principales cultures vivrières <ul style="list-style-type: none"> - part consommation/commercialisation - évolutions passée et future de la production - quels obstacles à une augmentation de la production Importance de l'élevage (consom vs commerc ; évolution ; obstacles) Existence de groupe de travail ou de groupement pour la commercialisation Disponibilité d'un appui technique	Focus group + matrices Focus group + matrices Focus group " "
Voies de commercialisation Principales sources de revenus Identification des voies d'écoulement des produits :	Focus group " "



<ul style="list-style-type: none"> - quelles pistes (+ historique), des voies fluviales et quels modes de transports (+ fréquence et tarif) - quels vendeurs (de quoi) et à quelle fréquence <p>Accès aux journaux, à la radio, à la téléphonie mobile</p>	<p>“</p>
<p>Voies de développement</p> <p>Infrastructures de base (santé, école, eau, électricité) et leur effectivité</p> <p>Quels besoins de développement collectif ? Comment faire pour qu'ils le prennent en charge ?</p> <p>Quels financements, contributions, appuis extérieurs passés, présents et futurs ? (cf 1000f/m3)</p> <p>Quels collectifs pour promouvoir le développement</p> <p>Existence de formes de crédit ?</p> <p>Liste des équipements individuels (tronçonneuses, moulins, groupes, motos, boutiques,...)</p> <p>Quels besoins individuels de développement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - besoins/aspirations individuels - efficacité des projets collectifs pour son développement individuel - sources principales de revenus - autres sources potentielles de financement 	<p>Tour du village</p> <p>Focus group + SWOT</p> <p>“</p> <p>Focus group + diagramme de Venn</p> <p>Focus group</p> <p>“</p> <p>“</p> <p>Questionnaire / entretien individuel</p>
<p>Interactions avec l'exploitation forestière</p> <p>Historique de l'exploitation forestière + que savent-ils de l'exploitant actuel ?</p> <p>Apports au village de l'exploitation. Contraintes liées à l'exploitation</p> <p>Conflits/tensions avec l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quand et à propos de quoi ? - quelles solutions envisagées (avec l'intervention de qui) ? - quelle efficacité et pérennité de la solution trouvée ? 	<p>Focus group</p> <p>Focus group + SWOT</p> <p>“</p>
<p>Synthèse et orientations générales</p> <p>Tableau général de l'environnement socio-économique</p> <p>Quelles nouvelles perspectives pour ce village offertes par l'exploitation forestière ?</p>	



Ce canevas ne présente pas de caractéristiques spécifiques aux CFAD constituées de petits permis mais paraît applicable à toutes les CFAD : on récolte dans les deux configurations les mêmes types d'information. La divergence viendra probablement après le diagnostic, quand il s'agira d'élaborer une forme de collaboration entre l'exploitant et les communautés dans le cadre de l'aménagement forestier. De manière générale, il sera plus difficile ou plus coûteux à plusieurs exploitants de s'entendre puis d'appliquer des mesures sociales sophistiquées à des petits permis morcelés alors qu'un exploitant unique aura sans doute plus de moyens financiers et de capacités pour soutenir de telles actions à moyen et long terme.

Autre différence importante, il est peu probable que les propriétaires de petits permis développent des chantiers forestiers de taille conséquente pour l'exploitation. La présence réduite des ouvriers en zone rurale ne nécessitera donc pas forcément une étude socio-économique spécifique quant à leurs conditions de travail, leurs impacts sur les populations villageoises,... ce qui explique pourquoi cet aspect n'a pas été abordé dans cette mission.

Le cas échéant, il conviendrait de distinguer ces deux types d'enquête socio-économique, l'une portant spécifiquement sur les populations riveraines, l'autre sur les employés de la société forestière puisque les variables à analyser et à suivre sont significativement différentes. La majorité des études socio-économiques réalisées dans le cadre de l'aménagement forestier procède de la sorte et, pour la partie « travailleurs », il conviendrait de s'en inspirer pour identifier les informations pertinentes et les protocoles de collecte de données.

5.2. Comparaison avec le modèle type de l'étude socio-économique

Depuis quelques années, un Guide technique pour l'aménagement des forêts productives circule entre les acteurs de la foresterie au Gabon sans pourtant être validé. Ce document comprend un modèle pour réaliser les études socio-économiques devant servir à l'aménagement forestier. L'approche qui y est développée se veut exhaustive. Elle présente le mérite de collecter la plupart des informations socio-économiques caractérisant la zone où se trouve la CFAD alors que toutes ces informations ne semblent pas d'un intérêt évident pour amender l'aménagement forestier.

Cette grille type, présentée ci-dessous, est comparée avec le canevas simplifié d'étude socio-économique proposé dans le paragraphe précédent. Les variables ne se retrouvant pas dans le canevas simplifié ont été barrées tandis que celles absentes ainsi que certains commentaires ont été rajoutés en couleur rouge.

A. Caractéristiques de l'environnement socio-économique et culturel des populations riveraines de la CFAD (populations locales)

⇒ LOCALISATION DES POPULATIONS RIVERAINES

⇒ STRUCTURE ADMINISTRATIVE ET ORGANISATION TERRITORIALE

⇒ DONNEES DEMOGRAPHIQUES ET HUMAINES, POPULATION ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE.

- *Caractérisation*

- Estimation de la population locale à l'intérieur de la CFAD et aux alentours

- Estimation de la densité

- ~~Taille des ménages~~

- Structure par âge de la population

- Résultats des derniers recensements de population

- Evolution depuis ce recensement

- Estimation des migrations au cours des 10 dernières années

- ~~Taux de masculinité de la population rurale~~

- *Projection démographique tendancielle sur la durée du plan d'aménagement [déjà mentionné au dessus]*

⇒ HISTORIQUE DE L'OCCUPATION HUMAINE ET STRUCTURE ETHNIQUE

⇒ INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS [TESTER AUSSI LEUR EFFECTIVITE]

- *Santé primaire*

- ~~Maladies récurrentes et mesures d'hygiène~~

- *Education de base*



<ul style="list-style-type: none"> • <i>Electrification</i> <p>⇒ TYPE D'HABITAT ET FACILITE D'ACCES AUX MATERIAUX DE CONSTRUCTION</p> <p>⇒ ACCESSIBILITE ET FLUX D'ECHANGES</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les voies et réseaux de communication</i> <p>⇒ ORGANISATION SOCIO POLITIQUE (TRADITIONNELLE ET MODERNE)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Dynamique communautaire et coercition sociale [à détailler]</i> • <i>Modes d'organisation existants</i> • <i>Rôle des élites villageoises</i> <p>[Aucune mention des compétences professionnelles disponibles au village]</p>
<p>B. Modes de gestion locale des ressources et des espaces forestiers</p> <p>⇒ REGLES D'ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES</p> <p>⇒ CULTURES TRADITIONNELLES ET FORET</p> <p>⇒ LES POUVOIRS DE DECISION [DEJA APPRHENDES DANS L'ORGANISATION SOCIO-POLITIQUE]</p> <p>⇒ LES DROITS FONCIERS [DEJA APPRHENDES DANS LES REGLES D'ACCES]</p> <p>⇒ LES MOYENS DE CONTROLE ET DE SANCTION [DEJA APPRHENDES DANS L'ORGANISATION SOCIO-POLITIQUE]</p> <p>⇒ LA GESTION DES CONFLITS LIES AUX RESSOURCES NATURELLES [A RATTACHER DIRECTEMENT AUX REGLES D'ACCES]</p>
<p>C. Systèmes villageois de production et économie des ménages</p> <p>⇒ LES TYPES DE PRODUCTION ET LEUR IMPORTANCE</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les productions agricoles</i> <p>- Description des systèmes de cultures (culture traditionnelle, maraîchage,...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation sur le territoire et superficies cultivées - [quels appuis techniques envisageables ?] <ul style="list-style-type: none"> • <i>La chasse</i> <p>Chasse villageoise et braconnage [quelles sont concrètement les données recherchées ?]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>La pêche [quelles sont concrètement les données recherchées ?]</i> • <i>Les produits forestiers autres que le bois d'œuvre (PEABO) [quelles sont concrètement les données recherchées ?]</i> • <i>L'élevage [quelles sont concrètement les données recherchées ?]</i> • <i>L'exploitation du bois d'œuvre et de service [quelles sont concrètement les données recherchées ?]</i> <p>[et les autres usages comme l'orpaillage ?]</p> <p>⇒ SYSTEMES DE PRODUCTION ET ECONOMIE DES MENAGES</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les emplois locaux</i> <p>Estimation des revenus procurés par les différentes activités pour une famille [très difficile à estimer sans biais]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les petits entrepreneurs</i> • <i>Le chômage</i> <p>⇒ OCCUPATION SPATIALE DES SYSTEMES DE PRODUCTION ET DE PRELEVEMENT [A VOIR AVEC LES REGLES D'ACCES ET LES SURFACES CULTIVES]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Territoires réservés à l'agriculture</i> • <i>Territoires réservés à la résidence</i> • <i>Territoires forestiers de prélèvements : chasse, pêche et cueillette</i> <p>⇒ FACTEURS LIMITANTS IDENTIFIES [TROP AGREGES]</p> <p>[AUCUNE MENTION DES MARCHES D'ECOLEMENT DES PRODUITS ET DES FILIERES DE COMMERCIALISATION]</p>
<p>D. Environnement socio-économique induit par l'implantation de la société forestière et bien-être social</p> <p>[pourquoi pas une partie spécifique sur les ouvriers, à distinguer des économies villageoises ?]</p> <p>⇒ SALARIAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Effectifs du personnel et des familles résidant dans la concession forestière</i> • <i>Stabilité d'emploi et origine géographique du personnel</i> • <i>Cadre réglementaire des droits et obligations de l'entreprise et des salariés</i> • <i>Masse salariale</i> <p>⇒ NIVEAU D'EQUIPEMENT ET DE SERVICES DANS LES IMPLANTATIONS ET LES SITES FORESTIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Santé</i> <p>- Niveau d'accès à l'eau potable et niveau d'équipement hydraulique collectif</p>



- Couverture en soins de santé
 - Maladies récurrentes
 - Mesures d'hygiène
 - *Qualité de l'habitat et conditions d'isolement*
 - *Education*
 - *Approvisionnement en produits vivriers et manufacturés de base*
- ⇒ IMPACT DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE FORESTIERE SUR L'ECONOMIE VILLAGEOISE ET LES SYSTEMES DE PRODUCTION [POURQUOI METTRE CELA ICI ?] [MENTIONNER LES CONFLITS PASSES ET PRESENTS]
- ⇒ PERCEPTIONS ET ATTENTES PAR LES POPULATIONS RIVERAINES DE LA CONTRIBUTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE [POURQUOI METTRE CELA ICI ?]
- [AUCUNE MENTION DES FUTURS PROJETS DE DEVELOPPEMENT DANS LA ZONE]
- [AUCUNE MENTION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT PROPOSES PAR LES VILLAGEOIS]

L'analyse comparative des deux approches montre un certain nombre de différences et semble confirmer le pragmatisme du canevas simplifié d'étude socio-économique.

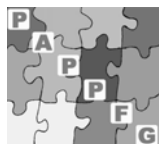
5.3. Introduction aux méthodes de collecte de données

Il existe un grand nombre de techniques de collecte des données socio-économiques qui relèvent, pour ce genre d'exercice sommaire, de ce que l'on appelle la « Méthode d'Analyse Rapide et de Planification Participative » (MARP). La MARP rassemble une grande diversité d'approches et d'outils utilisés pour permettre aux populations rurales et urbaines de présenter leurs connaissances sur leur situation et leurs conditions de vie. Ce sont des méthodes d'enquête peu coûteuses, produisant généralement des résultats qualitatifs, et qui sont utilisées lors des phases de diagnostic, d'analyse thématique ou de planification.

Plusieurs des techniques de la MARP sont utilisés pour établir le diagnostic socio-économique pour la CFAD :

- Les *cartes participatives* élaborées avec quelques membres et validées par l'ensemble de la communauté. Elles permettent de faire ressortir la vision communautaire de la répartition et de l'utilisation de l'espace et des ressources.
- Les *matrices* visent à « mesurer » l'importance de certaines variables entre elles ou leur évolution dans le temps. Elles peuvent être combinées avec un *pebble game* qui consiste, à l'aide de cailloux, d'accorder plus ou moins de poids à certaines pratiques, acteurs, ressources,...
- Les discussions en *focus group* permettent de déterminer la réponse et l'attitude d'un groupe culturel ou social par rapport à une thématique précise. Elles reposent le plus souvent sur une grille d'entretien semi-structurée.
- Le *diagramme de Venn* est fréquemment utilisé pour inventorier les institutions villageoises et les autres groupes sociaux internes/externes ainsi que le mode et l'intensité de leurs relations.
- *SWOT* (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threatens) qui consiste à identifier les menaces et les opportunités d'un environnement particulier (évolution de la politique forestière, nouveaux réseaux commerciaux, nouveaux acteurs,...) ainsi que les forces et les faiblesses des acteurs ou d'une institution pour y faire face.

Ces méthodes participatives sont utiles pour indiquer les consensus sociaux qui se dégagent dans un village ou pour expliciter les perceptions des acteurs par rapport à différentes thématiques. Mais, à l'inverse, ces avantages constituent aussi les limites principales de ce genre d'approche : (1) elles sont peu efficaces pour capturer les vrais conflits entre les membres de la communauté, avec des



élites,... et (2) elles révèlent les perceptions des acteurs qui sont parfois singulièrement différentes de la réalité.

Il est donc utile de compléter ces techniques participatives de collecte d'informations par des entretiens et des questionnaires individuels sur une base échantillonnée ou avec des personnes ressources afin, d'une part, de trianguler l'information obtenue de manière collective et, d'autre part, accéder à une information individualisée et détaillée notamment sur les sujets sensibles.

6. MODE D'APPRENTISSAGE DES ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Les deux canevas proposés pour réaliser les études socio-économiques à l'échelle provinciale et à l'échelle de la CFAD doivent être distingués de deux autres étapes d'un aménagement forestier socialement durable :

- En amont : la phase de sensibilisation/information sur l'aménagement forestier auprès des acteurs locaux qui doivent connaître les principes du code forestier, leurs droits et devoirs en matière d'aménagement, l'objectif de la gestion durable,...
- En aval : la phase de « contractualisation » qui, sur la base du diagnostic socio-économique, consiste à élaborer une forme de partenariat avec les villages riverains, précisant les résultats recherchés, les moyens/mécanismes mis en œuvre, le planning, les sanctions,... pour les parties contractantes (Pierre, 2005).

Pour rester pragmatique, l'étude socio-économique ne doit être confondue ni avec un travail (antérieur) de sensibilisation, ni avec l'élaboration (postérieure) des « arrangements institutionnels » avec les acteurs locaux. Le diagnostic s'inscrit dans un processus plus long et plus complexe, d'où la nécessité de ne passer qu'un temps raisonnable sur cette étape.

Aucun test de faisabilité de ces deux canevas n'a été réalisé durant la durée de cette mission. Toutefois, on peut a priori estimer qu'une équipe de 3 personnes aux compétences complémentaires (économie, sociologie, géographie) pourrait être nécessaire pour conduire ces travaux. La taille conséquente de l'équipe permettra de gagner en pragmatisme et en rapidité mais nécessitera une bonne coordination entre ses membres. La durée probable du diagnostic provincial devrait être autour d'une dizaine de jours alors qu'il faudrait compter une journée par village riverain de la CFAD.

Outre les prochains commentaires des collègues socio-économistes du Gabon, l'amélioration de ces canevas d'étude socio-économique requiert un travail liminaire d'application sur le terrain. Cette phase de test empirique permettra de définir précisément l'itinéraire technique de l'étude socio-économique aux deux niveaux d'analyse, en expérimentant des supports d'enquête, en éprouvant des méthodes participatives, en établissant le tempo d'enquêtes, en combinant les compétences, en s'interrogeant sur le traitement des données,... L'objectif sera d'établir des protocoles d'enquête aux échelles provinciales et CFAD où les variables non pertinentes auront été éliminées et où celles oubliées auront été rajoutées, tout en limitant les coûts. Des termes de référence pour ces deux études de faisabilité sont proposés en annexe.

Cette étape d'amendement/validation des canevas par le terrain pourrait également être l'occasion d'éprouver les capacités des prestataires potentiels à réaliser ce genre d'étude.

7. LISTE DES PRESTATAIRES POTENTIELS À LIBREVILLE

Organisation et personnes ressources	Coordonnées de la personne ressource	Compétences principales	Expérience avérée
Aventure sans frontières – Guy-Philippe Soungué, Raphaël Aouba	07 39 86 11 07 38 40 57	Sociologie, développement rural, populations locales	
Brainforest – Marc Ona, Protet Essono	esnopl@yahoo.fr 07 41 99 22	Développement rural, foresterie, MARP	
ENGAPROL – Amédée	07 57 39 72	Aménagement forestier	



Mouloungui			
ENTREAFORT – Elie Koumba	entreafort@yahoo.fr 07 38 12 38 ; 07 57 19 40	Aménagement forestier	X (avec Ondo)
Forestal Gabon – Joachim Bile Allogho, Jean-Baptiste Ondo- Obame	06 10 75 96 07 35 64 98	Socio-économie, aménagement forestier	X
IRAF – Léon Nguimbi	lagnguimbi@yahoo.fr 05 31 56 32 ; 06 97 55 56	Socio-économie, développement rural, agronomie, économie rurale	X
IRSH – Wenceslas Mamoundou	07 12 56 42 wenceslasmams@hotmail.com	Socio-économie, foresterie, analyse de données, cartographie, développement rural, politique publique,	
MINAPYGA Association – Léonard Odambo	07 89 25 90 odamboleonard@yahoo.fr	Populations autochtones	
PRESTA – FORAME – Guy Servin Kette	07 52 19 60 prestaforame@yahoo.fr	Aménagement forestier	
SYLVAFRICA – Laurent Tellier	07 12 34 43	Aménagement forestier	X
UOB – Claudine Angoué	c.angoue@yahoo.fr 07 49 97 82	Sociologie	X
UOB CURFOD – Rose Ondo	ondorose@yahoo.fr 05 33 66 44 06 70 40 68	Sociologie	X
WCS – Estelle Bouanga, Franck Lepemangoye	bouangaestelle@yahoo.fr lepemangoy@yahoo.fr 06 23 43 19	Socio-économie, développement rural	X

8. QUELQUES RÉFÉRENCES

8.1. Ouvrages généraux abordant la foresterie sociale au Gabon

Kramkimel J.D., Schimdt-Soltan K., Obame Ondo P., 2005. *Evaluation environnementale et sociale sectorielle du PSFE*. MEFEPEPN, Libreville

Ondo R., 1992. *Evaluation de l'impact sociologique du Projet Forêt/Environnement*. Ministère de la Planification & UOB-LUOT, Libreville

Pierre J.M. et al., 2000. *Etude de faisabilité des forêts communautaires au Gabon*. Ministère des forêts, Libreville

Pierre J.M., 2005. *Etude sur le plan pratique d'aménagement des forêts naturelles de production tropicales africaines. Application au cas de l'Afrique centrale. Volet 2 « Aspects sociaux »*. ADIE/ATIBT, Paris

8.2. Enquêtes socio-économiques localisées

Angoué C.A. (coord.). *Evaluation socio-économique autour des sites critiques* (Monts de Cristal, Mingouli, Mpassa, Birougou, Pongara, Akanda, Lac Evaro). WWF, WCS, CNPN, Libreville

Massoukou L., 2007. *La rétrocession des revenus de l'exploitation forestière aux populations locales gabonaises : efficacité, équités et pérennité*. Mémoire de Master « Foresterie Rurale et Tropicale », AgroParisTech-ENGREF, Montpellier



Mengue-Mengue C., 2005. Evaluation des impacts socio-économiques : cas d'une unité forestière d'aménagement de la compagnie forestière Leroy-Gabon. *VertigO*, 6(2), en ligne

Serre-Duhem C., 1998. *Etude socio-économique dans la zone d'aménagement pilote Sud-Estuaire*. Ministère des Eaux et Forêts, PFE, Libreville

Etudes socio-économiques autour des parcs nationaux de Gamba (WWF), Lopé (WCS), Minkébé (WWF)

Etudes socio-économiques réalisées pour les sociétés forestières SBL, CEB, CBG, TTIB, Leroy Gabon, CWG, IFK et Rougier

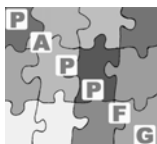
8.3. Enquêtes socio-économiques thématiques

Bravi C., 2005. *Analyse financière et économique du Programme Sectoriel Forêts et Environnement (PSFE)*. Ministère des Eaux et des Forêts, Libreville, Gabon

Christy P., Jaffre R., Ntougou O., Wilks C., 2003. *La Forêt et la filière bois au Gabon*. MEFEPEPN/SCAC - Ed. Multipress

Etoughe J.E., Mouloungou J., Nguimbi L., Nsie E., Bar M., 2002. *Etude de faisabilité sur les Produits Forestiers Non Ligneux d'origine végétale au Gabon*. IRSH, IRAF, ENEF, UOB, Coopération française, Libreville

Lahm S.A., 2002. *L'orpaillage au nord-est du Gabon. Historique et analyse socio-écologique*. IRET, CENAREST & CARPE, Libreville



9. ANNEXE: PROPOSITIONS DE TDR POUR TESTER LES FUTURES ENQUETES SOCIOÉCONOMIQUES

9.1. Termes de référence pour l'enquête socio-économique à l'échelle provinciale

Contexte de la Mission

Avec quelques mois de fonctionnement du Projet, les premières actions de sensibilisation ont permis d'identifier et de rencontrer de nombreux titulaires de petits permis. Parmi eux, les premiers dossiers de regroupement commencent à se discerner, et le Projet doit maintenant s'apprêter à les accompagner dans la mise en œuvre des investigations de terrain.

Une première mission réalisée en juin 2008 a permis de lancer la réflexion sur le niveau de pertinence des enquêtes socio-économiques à conduire dans le cadre de l'aménagement durable des CFAD constituées de petits permis. Plutôt que d'opter directement pour la réalisation d'enquêtes socio-économiques à l'échelle de la CFAD, il a été jugé utile de procéder d'abord à une analyse des grandes dynamiques socio-économiques à l'échelle de la province, qui structurent toute intervention à un niveau plus localisé. Etablie à l'échelle méso, cette analyse sera de surcroît utilisable pour toutes les CFAD situées dans cette province.

Termes de référence

1^{ère} tâche : la réalisation de l'enquête socio-économique

L'objectif d'un diagnostic provincial est d'explicitier l'état et les dynamiques socio-économiques qui peuvent avoir un impact sur l'aménagement des forêts. La panoplie des interventions de l'exploitant forestier vis-à-vis des populations rurales dépendra en effet pour une part de la présence d'axes commerciaux, du niveau des infrastructures de base, de la présence de projets industriels, de l'appui potentiel de bailleurs internationaux, de réseaux de braconnage, des dynamiques foncières,... autant de variables qui s'expriment et qui peuvent donc être appréhendées à l'échelle provinciale.

Plusieurs variables ont été jugées a priori pertinentes pour révéler les dynamiques socio-économiques pouvant avoir un impact sur l'aménagement forestier. Elles sont récapitulées ci-dessous :

Structuration administrative

Surface totale et répartition par types d'usage (concession forestière et permis forestier, aire protégée, projet industriel, zone agricole, zone urbaine,...)

Découpage administratif : Province, Départements, villages/regroupements

Principales agglomérations et nombre d'habitants

Niveau des recettes budgétaires et sources de financement

Identification des principales administrations déconcentrées liées à la forêt (Forêt, Environnement, Finance, Plan, Tourisme,...)

Présence effective de ces administrations et moyens disponibles

Ressources humaines

Nombre et répartition de la population (sexe, âge, zones, ethnies, ville/campagne) et projections



démographiques

Taux de croissance démographique, natalité, mortalité

Historique du peuplement humain. Ethnies principales (présence et localisation des pygmées ?). Flux migratoires actuels et attendus

Couverture des besoins de base

Couverture sanitaire : nombre de médecins ; présence et localisation des hôpitaux, dispensaires, centre de santé ; efficacité des dispositifs de santé (présence réelle et moyens disponibles)

Education et formation : niveau d'alphabétisation ; nombre d'universités, lycées, collèges, écoles, instituts privés de formation ; efficacité des dispositifs d'éducation (présence réelle et moyens disponibles)

Alimentation en eau potable en ville (réseau) et en campagne (pompes, points aménagés fonctionnels)

Zones couvertes par l'électricité et modes de ravitaillement

Accès à l'information : zones couvertes par la téléphonie mobile ; zones couvertes par la radio nationale ; zones de distribution de la presse nationale

Activités économiques

Principales activités économiques: nombre, chiffres d'affaire, emploi salarié, débouchés, principaux avantages et difficultés du secteur :

- Secteurs primaire : agriculture, élevage, productions halieutiques, exploitation forestière
- Secteur secondaire : minier, industriel, artisanal
- Secteur tertiaire : tourisme, banque, transport, autres services

Grands projets de développement privés et publics depuis 5 ans (et pour quels impacts ?) ; quels projets à court/moyen terme ?

Dynamique foncière : localisation des zones où le prêt/location de terres (dans un cadre informel ou formel) a lieu

Marchés et flux économiques

Voies de communication : routes principales (qualité et fréquentation), Voies ferrées (fréquence des voyages), Aéroports, Ports. Quelle évolution de ces infrastructures à court/moyen terme ?

Principaux marchés : nombre, localisation, taille, fréquence ; types de marchandises vendues à quels types d'acheteurs et par quels types de vendeurs ?

Coût de la vie : l'estimation du panier de la ménagère

Les acteurs de la gestion durable et de la conservation des ressources naturelles

Nombre, type et surface des aires protégées ; quels appuis internationaux ?

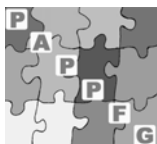
Nombre, type et surface des concessions et permis forestiers aménagés et non-aménagés

Evaluation de la surface forestière potentiellement convertible en permis/concession forestier

Panorama des acteurs effectivement présents : ONG, société civile, recherche, bailleur

Un tel travail d'enquête socio-économique requiert de (1) utiliser à Libreville les documents qui présentent des données socio-économiques propres à la zone ; (2) compiler et à compiler les données produites par l'administration déconcentrée en province ; (3) confronter les données collectées à la réalité de terrain en visitant un échantillon d'infrastructures existantes (hôpitaux, écoles, marchés, routes,...) et en interviewant un certain nombre d'acteurs concernés (élus, chefs d'entreprise, ONG,...). Il est important dans ce travail d'évaluer l'efficacité des investissements réalisés, des infrastructures,... et pas seulement leur existence officielle.

Outre la collecte et la mise en forme des informations, l'enquête socio-économique à l'échelle provinciale devra conclure en dressant un tableau général de l'environnement socio-économique pour la province ainsi que l'évolution probable du secteur forestier dans ce contexte.



Un rapport final sera rendu présentant tous les résultats de l'analyse socio-économique.

2nde tâche : Affiner l'itinéraire technique pour l'enquête socio-économique à l'échelle provinciale

Au-delà de la collecte des données, cette première étude socio-économique à l'échelle provinciale est l'opportunité de tester cette grille d'analyse avant de l'étendre aux autres provinces. Les résultats attendus sont donc de :

- Confirmer les variables pertinentes dans le canevas de base ;
- Indiquer les variables non pertinentes dans le canevas de base et expliquer pour quelle raison ;
- Identifier d'autres variables pertinentes non mentionnées dans le canevas et indiquer de quelle manière elles pourraient effectivement influencer le processus d'aménagement forestier pour les CFAD constituées de petits permis ;
- Pour l'ensemble des variables pertinentes, indiquer la (ou les) méthode(s) de collecte de données ;
- Elaborer un itinéraire technique pour réaliser ce type d'enquête socio-économique à l'échelle provinciale. Cet itinéraire technique explicitera : les variables retenues, les techniques de collecte de données et leurs combinaisons entre elles, les supports d'enquête, l'organisation du travail, les compétences nécessaires, le mode de traitement des données.

Pré-requis

Une équipe de trois personnes, composée d'un sociologue, d'un économiste et d'un géographe, est pressentie pour réaliser ce travail. Les membres de cette équipe devront avoir une expérience minimale pour la réalisation d'enquêtes socio-économiques liées ou pas à l'aménagement forestier. L'équipe devra pouvoir se rendre en province et éventuellement en zone rurale pour avérer la pertinence des données collectées.

Durée de la mission

14 jours, dont au moins 8 jours en province



9.2. Termes de référence pour l'étude de faisabilité des enquêtes socio-économiques à l'échelle de la CFAD constituée de petits permis

Contexte de la Mission

Avec quelques mois de fonctionnement du Projet, les premières actions de sensibilisation ont permis d'identifier et de rencontrer de nombreux titulaires de petits permis. Parmi eux, les premiers dossiers de regroupement commencent à se discerner, et le Projet doit maintenant s'apprêter à les accompagner dans la mise en œuvre des investigations de terrain.

Une première mission réalisée en juin 2008 a permis de lancer la réflexion sur les types d'enquête socio-économique à conduire dans le cadre de l'aménagement durable des CFAD constituées de petits permis. Le constat a été fait que les titulaires de petits permis forestiers ont des moyens financiers limités et n'ont généralement pas acquis d'expérience en matière d'étude socio-économique. Sans remettre en cause la qualité du travail, il convient alors d'élaborer et de tester des études socio-économiques simplifiées qui puissent apporter rapidement et à moindre coût à l'exploitant toutes les informations nécessaires pour améliorer le volet social de son aménagement.

Termes de référence

L'étude socio-économique est une pièce obligatoire de tout plan d'aménagement. A l'heure actuelle, une douzaine de ces plans ont été validés par l'administration, et donc autant d'études socio-économiques. Ce sont des travaux substantiels et généralement de bonne tenue, mais ils présentent deux inconvénients : (1) de multiples données sont collectées, ce qui implique un coût important pour la réalisation de ces enquêtes ; (2) un certain nombre de données collectées ne présentent pas un intérêt immédiatement évident pour améliorer le volet social de l'aménagement forestier. Il paraît alors possible d'envisager une simplification de ces enquêtes en focalisant sur les variables directement influentes sur l'aménagement forestier.

Un premier canevas d'étude socio-économique simplifiée a été élaboré et est présenté ci-dessous. Il vise à collecter les informations pertinentes dans chacun des villages (ou des quartiers de villes) riverains de la CFAD et à dresser un panorama général de l'état socio-économique tout en présentant les caractéristiques spécifiques à chaque village de la zone. Combinées avec les données récoltées à l'échelle provinciale, elles devraient permettre à l'exploitant d'avoir une vision judicieuse des actions qu'il peut développer avec les populations locales.

Canevas de l'enquête socio-économique villageoise

Données ethnographiques Recensement de la population, des ethnies, des clans, des « familles » Historique du village Identification des organisations, institutions, associations villageoises Identification des personnes ressources (chef famille, élu, grand chasseur, cultivateur, abatteur,...) Identification des personnes ayant une compétence liée à l'exploitation forestière	Méthodes possibles de collecte de données Consultation des monographies villageoises + tour du village (transect social) Focus group "
Usages de l'espace et des ressources naturelles Carte du « terroir » villageois explicitant les zones villageoises	Cartographie participative (fond de carte)

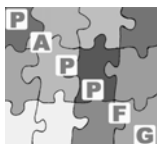


<ul style="list-style-type: none"> - Etablir les zones agricoles/jachères + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de chasse + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de cueillette + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir les zones de pêche + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit - Etablir d'autres usages (abattage, orpaillage,...) + degré d'intensité + groupes d'ayant-droit <p>Liste des ressources forestières (PFNL, gibier) les plus utilisées (et pourquoi : consommation ou vente) ; degré et tendance de raréfaction et pour quelles raisons (surexploitation locale, venue d'allogènes, concurrence avec exploitant, facteurs écologiques,...)</p> <p>Règles (modernes ou traditionnelles) d'usage</p> <p>Conflits (intra ou inter village) sur l'accès/usage de ces espaces et solutions envisagées/envisageables</p>	<p>IGN ?)</p> <p>Focus group + pebble games</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>Focus groups + entretiens semi-dirigés avec personnes ressources</p> <p>"</p>
<p>Usages des ressources agricoles</p> <p>Liste des principales cultures vivrières</p> <ul style="list-style-type: none"> - part consommation/commercialisation - évolutions passée et future de la production - quels obstacles à une augmentation de la production <p>Importance de l'élevage (consom vs commerc ; évolution ; obstacles)</p> <p>Existence de groupe de travail ou de groupement pour la commercialisation</p> <p>Disponibilité d'un appui technique</p>	<p>Focus group + matrices</p> <p>Focus group + matrices</p> <p>Focus group</p> <p>"</p>
<p>Voies de commercialisation</p> <p>Principales sources de revenus</p> <p>Identification des voies d'écoulement des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelles pistes (+ historique), des voies fluviales et quels modes de transports (+ fréquence et tarif) - quels vendeurs (de quoi) et à quelle fréquence <p>Accès aux journaux, à la radio, à la téléphonie mobile</p>	<p>Focus group</p> <p>"</p> <p>"</p>
<p>Opportunités de développement</p> <p>Infrastructures de base (santé, école, eau, électricité) et leur effectivité</p> <p>Quels besoins de développement collectif ? Comment faire pour qu'ils le prennent en charge ?</p> <p>Quels financements, contributions, appuis extérieurs passés, présents et futurs ? (cf 1000f/m3)</p> <p>Quels collectifs pour promouvoir le développement</p> <p>Existence de formes de crédit ?</p> <p>Liste des équipements individuels (tronçonneuses, moulins, groupes, motos, boutiques,...)</p> <p>Quels besoins individuels de développement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - besoins/aspirations individuels - efficacité des projets collectifs pour son développement individuel - sources principales de revenus - autres sources potentielles de financement 	<p>Tour du village</p> <p>Focus group + SWOT</p> <p>"</p> <p>Focus group + diagramme de Venn</p> <p>Focus group</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>Questionnaire / entretien individuel</p>
<p>Interactions avec l'exploitation forestière</p> <p>Historique de l'exploitation forestière + que savent-ils de l'exploitant actuel ?</p> <p>Apports au village de l'exploitation. Contraintes liées à l'exploitation</p> <p>Conflits/tensions avec l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quand et à propos de quoi ? - quelles solutions envisagées (avec l'intervention de qui) ? - quelle efficacité et pérennité de la solution trouvée ? 	<p>Focus group</p> <p>Focus group + SWOT</p> <p>"</p>
<p>Synthèse et orientations générales</p> <p>Tableau général de l'environnement socio-économique</p> <p>Quelles nouvelles perspectives pour ce village offertes par l'exploitation forestière ?</p>	

L'objectif de cette mission est, à partir de ce canevas de base, d'établir un itinéraire technique pour la réalisation des études socio-économiques à l'échelle de la CFAD. L'amélioration de ce canevas d'étude socio-économique requiert un travail liminaire d'application sur le terrain, dans un certain nombre de villages situés en bordure d'une CFAD en aménagement.

Ce travail de faisabilité requiert de :

- Confirmer les variables pertinentes dans le canevas de base;



- Indiquer les variables non pertinentes dans le canevas de base et expliquer pour quelle raison ;
- Identifier d'autres variables pertinentes non mentionnées dans le canevas et indiquer de quelle manière elles pourraient effectivement influencer le processus d'aménagement forestier pour les CFAD constituées de petits permis ;
- Pour l'ensemble des variables pertinentes, indiquer et présenter la (ou les) méthode(s) de collecte de données ;
- Elaborer un itinéraire technique pour réaliser ce type d'enquête socio-économique à l'échelle des villages riverains de la CFAD. Cet itinéraire technique explicitera : les variables retenues, les techniques de collecte de données et leurs combinaisons entre elles, les supports d'enquête, l'organisation du travail à l'échelle du village, les compétences nécessaires, le mode de traitement des données. Des termes de référence pour appliquer cet itinéraire technique seront rédigés.
- Dans le cas où des chantiers de travailleurs sont mis en place par l'exploitant, identifier dans quelle mesure ce canevas de base doit être amendé pour réaliser l'enquête socio-économique spécifique aux chantiers forestiers. Un itinéraire technique sera également proposé sur le modèle de celui établi pour l'enquête auprès des populations riveraines. Des termes de référence pour appliquer cet itinéraire technique seront rédigés.

Un document synthétique présentera l'ensemble de ces résultats.

Pré-requis

Une équipe de trois personnes, composée d'un sociologue, d'un économiste et d'un géographe, est pressentie pour réaliser ce travail. Les membres de cette équipe devront avoir une expérience minimale pour la réalisation d'enquêtes socio-économiques liées ou pas à l'aménagement forestier. L'équipe devra se rendre en zone rurale pour élaborer et affiner l'itinéraire technique d'étude socio-économique.

Le Projet mettra à disposition des experts les informations déjà disponibles sur la CFAD sélectionnée et sur son environnement social, économique et institutionnel.

Durée de la mission

Quatre villages seront retenus comme sites de test de l'étude socio-économique. L'équipe devra passer 1 ou 2 jours par site.

Une phase de préparation de 2 jours est prévue à Libreville ainsi que 6 jours en fin de mission pour la rédaction de l'itinéraire technique.

Au total, la durée de la mission s'établit à 16 jours, dont 8 jours en zone rurale.